FAUX-SEMBLANTS :

un programme contre l'éducation complète à la sexualité qui entrave les droits humains

Ipas Partenaires pour la justice reproductive

© 2023 Ipas.

Suggestion de citation : Ipas. (2023). *Faux-semblants : un programme contre l'éducation complète à la sexualité qui entrave les droits humains*. Ipas : Chapel Hill, Caroline du Nord.

Ipas s'efforce de faire progresser la justice reproductive en étendant l'accès à l'avortement et à la contraception, à l'aide d'une approche globale qui porte sur les systèmes juridiques, sociaux et de santé. Nous pensons que chaque personne doit avoir le droit à l'autonomie corporelle et être en mesure de déterminer son propre avenir. En Afrique, en Asie et en Amérique, nous travaillons avec des partenaires pour garantir que les services de santé reproductive, y compris l'avortement et la contraception, sont disponibles et accessibles à tous et toutes.

Ipas est une organisation à but non lucratif immatriculée 501(c)(3). Toutes les contributions à Ipas sont déductibles des impôts dans la mesure autorisée par la loi.

Pour plus d'informations ou pour faire un don à Ipas :

Ipas

P.O. Box 9990
Chapel Hill, NC 27515 EE. UU.
1.919.967.7052
ContactUs@ipas.org
www.ipas.org

Sommaire

Synthèse **1**

L'ECS a une valeur éducative essentielle, fondée sur les droits humains **3**

Moteurs du mouvement anti-ECS **5**

Plaidoyer de l'opposition aux Nations Unies 8

Tactiques anti-ECS aux niveaux régional et national 12

Recrutement, formation et renforcement des capacités en matière de lutte contre les droits humains au niveau international 14

Conclusion **15**

Endnotes **17**

Synthèse

Le 22 janvier 2023, l'Organisation de la Coopération islamique[1] (OCI) a tweeté[2] que son secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires, culturelles et sociales, l'ambassadeur Tariq Ali Bakheet, avait fait une déclaration lors de la session d'ouverture du douzième forum annuel de politique mondiale de Family Watch International en Arizona, aux États-Unis. À cette occasion, M. Bakheet a expliqué comment l'OCI s'efforçait de contrer les « idéologies farfelues » telles que l'éducation complète à la sexualité.[3]

L'éducation complète à la sexualité (ECS) est un programme pédagogique sur l'enseignement et l'apprentissage des aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. La désinformation sur l'ESC et les formes croisées de stigmatisation autour de la sexualité des adolescents créent des difficultés d'accès à des informations et des services adaptés pour les enfants et les jeunes. Les données montrent que les parents et les enseignants sont prêts à mettre en œuvre des programmes d'ECS, mais que le manque de ressources et de soutien à la formation crée des obstacles supplémentaires. Lorsque ces acteurs clés sont impliqués[4] dans l'élaboration et la planification du programme pédagogique, ils comprennent la nécessité et la valeur de l'ECS pour la protection des enfants. L'ECS n'est pas seulement un droit humain et un élément clé de l'égalité des genres, mais vise aussi à assurer la sécurité des enfants[5] et à construire des sociétés inclusives.

Malgré l'impact positif avéré[6] de l'ECS sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (DSSR), il existe un mouvement en croissance qui s'oppose aux programmes éducatifs pour des raisons morales ou religieuses. Au cours de la dernière décennie, à mesure que les gouvernements intègrent les programmes d'ECS, des acteurs internationaux de la lutte contre les droits, basés principalement aux États-Unis, ont mobilisé des activistes du Sud pour plaider auprès des Nations Unies contre les droits des femmes et des jeunes à l'information et aux services de DSSR. Ils s'impliquent également dans des mouvements nationaux et régionaux visant à suspendre les programmes d'ECS. Le fait de taire ces sujets contribue à la stigmatisation[7], à la honte et à l'ignorance, et peut augmenter la prise de risque ainsi que créer des obstacles à la recherche de soutien pour les populations marginalisées.

En septembre 2022, le Sommet de l'ONU sur la transformation de l'éducation a lancé un appel à l'action[8] pour promouvoir la coopération et les activités transformatrices afin de faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des jeunes filles et des femmes par l'éducation. En réponse à cet appel, les groupes antidroits ont intensifié leurs activités contre l'ECS. Alors que le mouvement contre l'ECS prend de l'ampleur, il est impératif de mettre en lumière les preuves empiriques et scientifiques de l'efficacité de l'ECS, ainsi que le fait que les gouvernements du monde entier font des programmes d'éducation sexuelle une priorité nationale.

Le mouvement anti-ECS cherche à imposer une vision hétérocentrique et coloniale de la famille, à promouvoir une morale et des choix de vie conservateurs et à empêcher l'accès aux

informations et aux services de santé sexuelle, en particulier pour les adolescents et les jeunes. Le mouvement englobe une série d'acteurs, notamment des groupes internationaux religieux et politiquement conservateurs comme l'OCI et Family Watch International (FWI), ainsi que des gouvernements conservateurs.

L'OCI se décrit[9] comme la « deuxième plus grande organisation après les Nations unies », avec 57 États membres, et la voix collective du monde musulman. De son côté, FWI est une organisation non gouvernementale (ONG) américaine mormone d'extrême droite dotée d'un budget modeste qui fait pression contre l'ECS et les questions connexes aux Nations unies et auprès des pays du monde entier. Les deux organisations semblent avoir peu en commun, si ce n'est une aversion partagée pour l'ECS. Pourtant, cette cause commune a suffi à les réunir à Djeddah, en Arabie saoudite, en décembre 2022, où une organisation subsidiaire de l'OCI, l'*International Islamic Fiqh Academy*, a signé un protocole d'accord avec FWI[10] pour aborder les « problèmes de la vie contemporaine ».

L'opposition à l'ECS joue sur les peurs et les présupposés erronés sur des sujets tels que l'avortement, la contraception, l'égalité des genres, et l'orientation sexuelle et l'identité de genre (OSIG). La réunion de 2022 à Djeddah s'est conclue par un document final[11] indiquant que les difficultés auxquelles sont confrontées les familles « comprennent l'éducation complète à la sexualité (ECS), l'OSIG et la tendance croissante à avoir des relations hors mariage ».

Les faux récits disséminés par les groupes d'opposition, les gouvernements conservateurs et d'extrême droite et leurs réseaux ont un impact secondaire : saper la légitimité des Nations Unies et des normes et cadres des droits humains, notamment ceux entérinés par la Convention relative aux droits de l'enfant. Il convient de noter que les États-Unis sont le seul pays au monde à ne pas avoir ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant. Les républicains américains, soutenus par des groupes de droite, s'opposent à la ratification par crainte d'une diminution des droits parentaux[12] et parce que les Américains seraient contraints d'« obéir aux normes juridiques créées par l'ONU ».

Il est d'autant plus urgent de comprendre l'opposition à l'ECS que l'année 2023 offre de nombreuses possibilités de faire progresser les initiatives éducatives au niveau mondial. Il s'agit notamment de la 67e Commission de la condition de la femme (CCF) en mars et de la 56e session de la Commission de la population et du développement (CPD) en avril. Ce rapport explique pourquoi l'ECS est essentielle aux droits de l'enfant, montre comment elle comble les lacunes en matière de protection de l'enfance et d'égalité des genres, et fournit des exemples sur la manière dont l'ECS réussit dans différents contextes grâce à la contribution d'adultes concernés et investis. Il décrit ensuite les principaux acteurs du mouvement anti-ECS et la désinformation qu'ils répandent, ainsi que les liens qu'ils entretiennent entre eux, avec les États membres de l'ONU et avec d'autres tendances anti-droits. Ces détails nous permettent de comprendre qui sont ces groupes, quels sont leurs intentions et qui est à l'origine de leurs récits. Il éclaire le débat sur l'ECS en montrant en quoi le mouvement anti-ECS est un mouvement financé qui ne reflète pas les expériences vécues, et constitue plutôt un effort néocolonialiste pour déstabiliser un outil pédologique développé en partenariat avec les familles, les enseignants et les représentants du gouvernement.

L'ECS a une valeur éducative essentielle, fondée sur les droits humains

Les taux élevés de grossesse, d'infection par le VIH et de violences sexuelles affectent les enfants et les adolescents et adolescentes du monde entier, et rendent l'accès à des informations et à une éducation complète à la sexualité crucial pour leur développement, leur santé et leur bien-être. Les statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé pour 2021 indiquent que le taux de natalité mondial moyen chez les 15-19 ans est 42,5 pour 1 000 jeunes filles,[13] et que les complications liées à la grossesse et à l'accouchement figurent parmi les principales causes de décès chez les jeunes filles.[14] En outre, l'incidence annuelle du VIH la plus élevée, toutes sous-populations confondues, se trouve parmi les adolescentes et les jeunes femmes de 15 à 24, ans, ce qui est deux à sept fois supérieur à celle de leurs homologues masculins. En outre, les jeunes filles enceintes sont plus susceptibles de subir des violences physiques et sexuelles et d'abandonner leur scolarité, ce qui a un impact négatif sur leur capacité à trouver un emploi et à participer au développement de leur pays.

L'accès des enfants et des jeunes à une éducation sexuelle complète est fondé sur les conventions internationales relatives à la santé[15], à l'égalité des genres et à l'éducation, ainsi que sur une série d'accords régionaux qui comportent des engagements spécifiques sur la mise en œuvre de l'éducation sexuelle. Cette approche fondée sur des données probantes et un programme pédagogique[16] visent à renforcer des valeurs saines et positives, à fournir des compétences vitales et à contribuer à maintenir la scolarité des enfants, en particulier des jeunes filles. Grâce à un programme mis en œuvre à l'école, les enfants apprennent très tôt à se traiter avec respect et à comprendre en quoi leurs décisions et leurs actions affectent leur bien-être et celui des autres. Les enfants et les adolescents apprennent à parler à des adultes de confiance de sujets tels que leur corps, leurs relations et leurs valeurs ; ils apprennent à réfléchir à leur sécurité personnelle face à la coercition, aux grossesses précoces et non intentionnelles et aux infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH ; ils apprennent à identifier les différentes formes de violence. Contrairement à l'éducation à l'abstinence[17], il est prouvé que l'ECS a un impact positif sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) des adolescentes et contribue à réduire les grossesses non intentionnelles, à retarder le début et la fréquence des rapports sexuels et à prévenir les avortements non sécurisés.[18]

Une analyse documentaire systématique de 2020 portant sur trois décennies de programmes d'ECS en milieu scolaire[19] est allée au-delà de la prévention de la grossesse et des maladies sexuellement transmissibles, aux États-Unis et dans le monde entier. L'étude démontre que l'ECS est plus efficace lorsqu'elle est positive, affirmative et inclusive de la sexualité humaine, ce qui permet aux élèves de prendre conscience et d'apprécier « la diversité sexuelle, la prévention de la violence dans

les relations amoureuses et entre partenaires intimes, le développement de relations saines, la prévention des maltraitances sexuelles sur les enfants, l'amélioration de l'apprentissage social/émotionnel et l'amélioration de l'éducation aux médias ». D'autres analyses systématiques validant l'importance de l'ECS ont été réalisées par les Nations unies[20], le Parlement européen[21], le Centers for Disease Control's Adolescent and School Health des États-Unis[22] et la Lancet Commission on Adolescent Health and Wellbeing[23]. Elles sont étayées par des évaluations gouvernementales et indépendantes qui ont examiné l'efficacité des interventions auprès des adolescentes et des jeunes, et la manière de développer des programmes pédagogiques appropriés.

Malgré les affirmations selon lesquelles l'ECS est promue et développée par un groupe secret[24] d'agences des Nations unies, les programmes d'ECS sont en fait élaborés avec et par les gouvernements nationaux, font appel à l'implication des parents et des communautés et s'appuient sur des consignes fondées sur des données probantes élaborées à l'échelle mondiale.

En 2018, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a commandé un examen indépendant de ses Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle[25] (*International Technical Guidance on Sexuality Education*, ITGSE), qui comprenait des contributions de chercheurs, de responsables de ministères de l'éducation, de jeunes et d'ONG partenaires. Ce processus de révision des parties prenantes a également impliqué des discussions avec des groupes cibles au niveau national. Ces consignes et la mise en œuvre de programmes d'ECS ne sont pertinentes qu'avec le soutien et la politique des gouvernements nationaux et régionaux, et par le biais des équipes de direction et de gestion des écoles.

Les agences des Nations unies comme l'UNESCO et le Fonds des Nations unies pour la population travaillent en partenariat avec les gouvernements pour mettre en œuvre l'ECS[26], à la fois dans et en-dehors des écoles, par le biais de formations et d'actions de proximité. Le Fonds des Nations unies pour la population encourage également les politiques et les investissements dans les programmes d'éducation sexuelle qui répondent aux normes internationales. L'UNESCO a en outre élaboré une boîte à outils[27] destinée aux gouvernements, aux organisations de la société civile et aux chargés de conception de programmes des agences des Nations unies, afin de concevoir et d'examiner les programmes d'ECS aux niveaux national et local. D'autres programmes complémentaires comportent un volet sur l'ECS, comme l'initiative Education Plus 2021-2025[28] du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida, qui vise à aider les jeunes filles à atteindre l'égalité des genres en les aidant à rester à l'école.

Des progrès ont été réalisés dans les pays du monde entier[29] dans la reconnaissance de l'importance de l'ECS. Depuis la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, l'ECS a gagné en popularité, et la mise en œuvre de programmes d'ECS a été en constante augmentation.[30] Environ 85 pays dans le monde ont des politiques ou des lois[31] relatives à l'éducation sexuelle. En décembre 2021, 20 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe[32] ont réaffirmé leur engagement conjoint de 2013 en faveur de l'éducation sexuelle et de services de SSR adaptés aux

jeunes. Si d'importants progrès ont été réalisés pour améliorer les résultats en matière de DSSR chez les adolescentes et les jeunes, des lacunes et des obstacles importants subsistent dans la région. L'engagement à l'égard de l'ECS ne se traduit pas toujours par des bénéfices directs pour les enfants et les jeunes, et le programme n'est pas systématiquement complet.

Les programmes et la mise en œuvre de l'ECS ne fonctionnent qu'avec l'engagement des gouvernements nationaux et l'adhésion des communautés. Dans certains cas, la capacité limitée de certains gouvernements à créer les espaces nécessaires aux partenariats et à la collaboration entre la société civile, les agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes pour assurer une éducation holistique aux enfants et aux jeunes dans un environnement d'apprentissage sécurisé et propice est démontrée. Cependant, dans d'autres cas, la volonté politique limitée des gouvernements en faveur de l'ECS représente un manque de cohérence entre leurs obligations en matière de droits humains et les politiques et pratiques réelles qui entraînent des violations des droits humains, notamment des droits des enfants en matière de santé et d'éducation.

Moteurs du mouvement anti-ECS

Dans les pays où les communautés sont impliquées, notamment les parents, les responsables scolaires, les chefs religieux, les médias et les jeunes eux-mêmes, il existe un environnement favorable à l'ECS.

Si l'ECS est un outil efficace et éprouvé pour protéger les enfants de la violence et des maltraitances, qui donne de meilleurs résultats pour les jeunes et améliore l'égalité des genres, pourquoi y a-t-il une telle opposition et une désinformation massive ? Pour faire simple, le mouvement anti-ECS ne s'intéresse pas à la protection des enfants[33]. Son objectif est de maintenir des systèmes hétérocentriques et patriarcaux, de déprécier le système éducatif, de déstabiliser le multilatéralisme et de donner la priorité aux « droits parentaux » et à la souveraineté nationale sur les normes internationales en matière de droits humains.

Les parties prenantes nationales, les influenceurs étrangers, les ONG, ainsi que certains gouvernements, ciblent l'ECS pour mettre en avant leurs propres programmes qui n'ont pas grand-chose à voir avec la protection des enfants, mais plutôt avec le maintien de la dynamique des pouvoirs et la promotion de leurs visions du monde dépassées. L'ECS est en fait leur dernière lubie. Selon la désinformation propagée par cette opposition, l'ECS :

- Désensibiliserait les enfants aux images sexuelles, sexualiserait les enfants[34] et encouragerait la promiscuité sexuelle.
- Remettrait en question et modifierait les

normes sexuelles et de genre d'une perception patriarcale (et souvent occidentale et chrétienne) de la société et du mariage en prônant soi-disant l'homosexualité et l'avortement[35].

- Mettrait en péril la santé et le bien-être des enfants[36].
- Donnerait la priorité à ce qu'ils appellent les « droits sexuels des enfants »[37] et nierait les « droits parentaux »,[38] un terme qui n'existe pas dans le droit international des droits humains.
- Ferait avancer des intentions occidentales[39] allant à l'encontre de la culture et des traditions locales, ce qui est ironique étant donné que ce sont des groupes occidentaux, chrétiens et nationalistes, basés aux États-Unis et en Europe, qui s'opposent à l'ECS.

Sur ce dernier point, les militants américains anti-ECS s'insèrent dans des espaces nationaux et régionaux où ils n'ont aucune légitimité. Par exemple, en 2022, Sharon Slater, la présidente de FWI, a pris la parole lors de la réunion annuelle de l'Association du barreau africain au Malawi - il convient de noter qu'elle n'est ni avocate ni africaine. Dans son discours d'ouverture[40], elle a affirmé que les agences des Nations unies, notamment le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), ONU Femmes, le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida, le Fonds des Nations unies pour la population, l'UNESCO et l'Organisation mondiale de la Santé, ont été « détournées par les pays bailleurs occidentaux et ont des intentions cachées de sexualisation des enfants, de légalisation et de déstigmatisation de l'avortement, et d'intégration de l'homosexualité et de l'idéologie transgenre ».

Elle et d'autres affirment que l'ONU prône un programme antifamille, encourage l'homosexualité et l'avortement, et supprime les droits parentaux, poussant l'idéologie à infiltrer les systèmes gouvernementaux dans le monde entier. Ils utilisent ces mots et la rhétorique anti-ONU pour bloquer ou limiter l'ECS par le biais d'actions de plaidoyer auprès des Nations unies, de campagnes nationales et régionales, d'interdictions de programmes, et du recrutement, de la formation et du renforcement des capacités des dirigeants régionaux, nationaux et locaux. La participation de Slater à un espace professionnel comme l'association du barreau suggère que cette organisation s'adresse à de nouveaux publics qui peuvent faire avancer leurs intentions dans de nouveaux contextes.

Ces arguments sont faux, sans fondement, et constituent de la désinformation qui, dans de nombreux cas, s'apparente à un discours de haine à l'encontre des populations LGBTI. En fait, FWI[41] et nombre de ses organisations partenaires ont été identifiées comme des groupes haineux extrémistes anti-LGBTI par des organisations américaines de surveillance de l'extrême droite et de défense des droits humains, telles que le Southern Poverty Law Center[42], Equity Forward[43] et le Global Project Against Hate and Extremism[44].

PRINCIPAUX GROUPES INTERNATIONAUX ANTI-DROITS CONTRE L'ECS

Voici quelques-unes des principales organisations qui luttent contre l'ECS ; la plupart sont basées aux États-Unis et en Europe. Elles promeuvent et financent des stratégies et des campagnes antidroits nationales, régionales et mondiales, en s'appuyant sur leurs réseaux et leurs relations politiques. Elles sont également liées à des groupes nationaux antidroits, en particulier à la société civile antiavortement et anti-LGBTI, à des groupes de réflexion et à des groupes de pression d'extrême droite.

Alliance Defending Freedom (ADF)[45] est un groupe très influent de défense et de formation juridique d'extrême droite. ADF a soutenu la criminalisation des rapports sexuels consentis entre adultes LGBTI et travaille à l'élaboration d'une législation sur la « liberté religieuse » et d'une jurisprudence anti-LGBTI et antifemmes, tant aux États-Unis qu'à l'étranger[46].

Center for Family and Human Rights (C-Fam)[47] est une organisation anti-LGBTI basée aux États-Unis, dotée d'un statut consultatif auprès de l'ONU, qui a obtenu un accès important à la politique américaine à l'ONU pendant le mandat de Trump. C-Fam publie et promeut des recherches anti-DSSR, notamment en amont de la Commission de la condition de la femme (CCF) avec un article datant du 30 janvier 2023 intitulé « Why Comprehensive Sexuality Education is Not the Answer »[48] (Pourquoi l'éducation sexuelle complète n'est pas la réponse). C-Fam a été fondé par le groupe anti-droit Human Life International [49]et a contribué à la création de la World Youth Alliance[50] ; voir ci-dessous.

CitizenGO[51] est une plateforme chrétienne d'extrême-droite pour le cyberactivisme mondial basée en Espagne, qui se concentre sur le travail régional et national. Elle utilise l'ECS comme une passerelle pour s'opposer à d'autres questions liées à la DSSR. Ses stratégies comprennent la couverture médiatique, le lobbying auprès de l'ONU, des campagnes de désinformation en ligne[52] et la promotion d'images et de supports antiavortement choquants, notamment l'utilisation d'un bus antiavortement et antitrans à l'extérieur des événements de l'ONU.

Family Watch International (FWI)[53] est sans doute la principale organisation basée aux États-Unis qui a contribué à influencer les pays conservateurs, en ciblant principalement les États africains et en travaillant maintenant avec l'Organisation de la coopération islamique, pour promouvoir une rhétorique anti-droit aux Nations unies. Elle exploite les espaces parlementaires et d'autres espaces politiques et juridiques régionaux, organise des formations pour les décideurs politiques, promeut la désinformation sur la DSSR et crée des sites web thématiques anti-droits. FWI fait du lobbying contre l'ECS[54] depuis 2010 et promeut la « famille naturelle ».[55]

Le Caucus des droits de la famille de l'ONU[56] est une coalition d'organisations qui plaident pour la protection d'une définition hétérocentrique et patriarcale de la « famille naturelle » ; il a été fondé et est coprésidé par FWI. Les membres du Caucus sont des particuliers, des responsables gouvernementaux, religieux et de la société civile, ainsi que des ONG.

L'Alliance mondiale de la jeunesse[57]a été créée pour aider le lobby anti-DSSR à l'ONU et ailleurs, dans le but de restreindre la liberté de reproduction des jeunes. En utilisant le langage des droits humains internationaux et de l'autonomisation des jeunes, l'Alliance mondiale de la jeunesse organise des formations et fait participer des jeunes à des conférences internationales pour lutter contre l'ECS et promouvoir la « famille naturelle ».

Plaidoyer de l'opposition aux Nations Unies

Les États membres conservateurs des Nations unies et les ONG considèrent le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) du Caire en 1994[58], la plateforme d'action de Pékin en 1995[59] et les documents issus de leurs conférences de révision comme le point de départ de menaces importantes pour les modèles familiaux traditionnels.[i] La définition étroite de la famille [60]que prônent ces acteurs va à l'encontre des normes et valeurs socioculturelles de ce à quoi ressemblent les familles dans diverses parties du monde.[ii] Malgré les progrès réalisés par la CIPD en termes de reconnaissance de la DSSR, l'opposition influence les approches adoptées lors des négociations. Depuis 1994, nous constatons que dans les espaces diplomatiques, tout ce qui a trait au genre, à la diversité et, de plus en plus, à la discrimination, à l'égalité et à la participation politique des femmes et des jeunes filles, est la cible de l'opposition.

Un exemple récent de recul de l'ECS au sein des États membres a eu lieu lors de la 75e Assemblée mondiale de la santé[61] en juin 2022, où des désaccords se sont manifestés à propos d'un projet de texte sur les stratégies mondiales de santé autour du VIH, des hépatites virales et des infections sexuellement transmissibles. L'Arabie saoudite, l'Égypte et le Nigeria ont mené la critique[62], s'opposant à l'inclusion de références à la DSSR et aux Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle (*International Technical Guidance on Sexuality Education*, ITGSE). L'objection du Nigeria à l'égard de la DSSR et des ITGSE dans cet espace onusien était incompatible avec ses politiques nationales : le Nigeria est l'un des rares pays[63] d'Afrique subsaharienne où l'éducation sexuelle en milieu scolaire menée par le gouvernement a été étendue à l'ensemble du pays. Ceci n'est malheureusement pas inhabituel et reflète en fait l'hypocrisie des espaces onusiens où les États membres peuvent ne pas s'aligner diplomatiquement sur leurs propres valeurs, priorités ou programmes nationaux. S'ils n'ont pas réussi à empêcher l'approbation des stratégies, l'absence manifeste de consensus signifiait que la seule solution était de recourir à un vote. Dans un forum où le consensus est hautement valorisé dans le cadre du mécanisme de négociation, forcer un vote a créé un dangereux précédent qui, avant cette session, ne s'était jamais produit pour l'adoption d'une stratégie technique.

Les réactions négatives des États membres conservateurs de l'ONU et de leurs ONG alliées font désormais partie intégrante de la dynamique de négociation de l'ONU, et continuent de se multiplier, même dans des espaces diplomatiques improbables. Il s'agit notamment de la 50e session plénière du Comité de la sécurité alimentaire mondiale[64] (CSA), du Sommet sur la transformation de l'éducation[65], convoqué par le Secrétaire général des Nations unies en septembre 2022, et de la 50e session du Conseil des droits de l'homme[66],

---

i Les conférences du Caire et de Pékin et leurs programmes d'action ont reconnu que la SDSR, l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et l'égalité des genres sont les piliers des droits humains ainsi que des programmes de population et de développement.

ii La prétendue « famille naturelle » a été imposée aux pays colonisés, qui ont une compréhension longue et riche de la famille, de la communauté, du clan ou de la tribu. La famille nucléaire, qui fonctionne comme une unité autonome dissociée, est une construction occidentale, patriarcale et coloniale qui va à l'encontre de nombreuses formes et définitions traditionnelles de la famille.

pour n'en citer que quelques-uns. Les États membres qui s'opposent à l'égalité des genres et aux droits humains ont été encerclés au cours de la dernière décennie par la Russie, l'Égypte et les États-Unis pendant l'administration Trump, avec un leadership croissant de la Hongrie et du Nigeria - ce qui affecte tous leurs blocs de vote régionaux respectifs. Certains de ces pays ont en outre des dirigeants autoritaires et populistes, des lois anti-LGBTI et anti-avortement, et, en particulier en Europe, des tendances d'extrême droite et antidémocratiques croissantes.

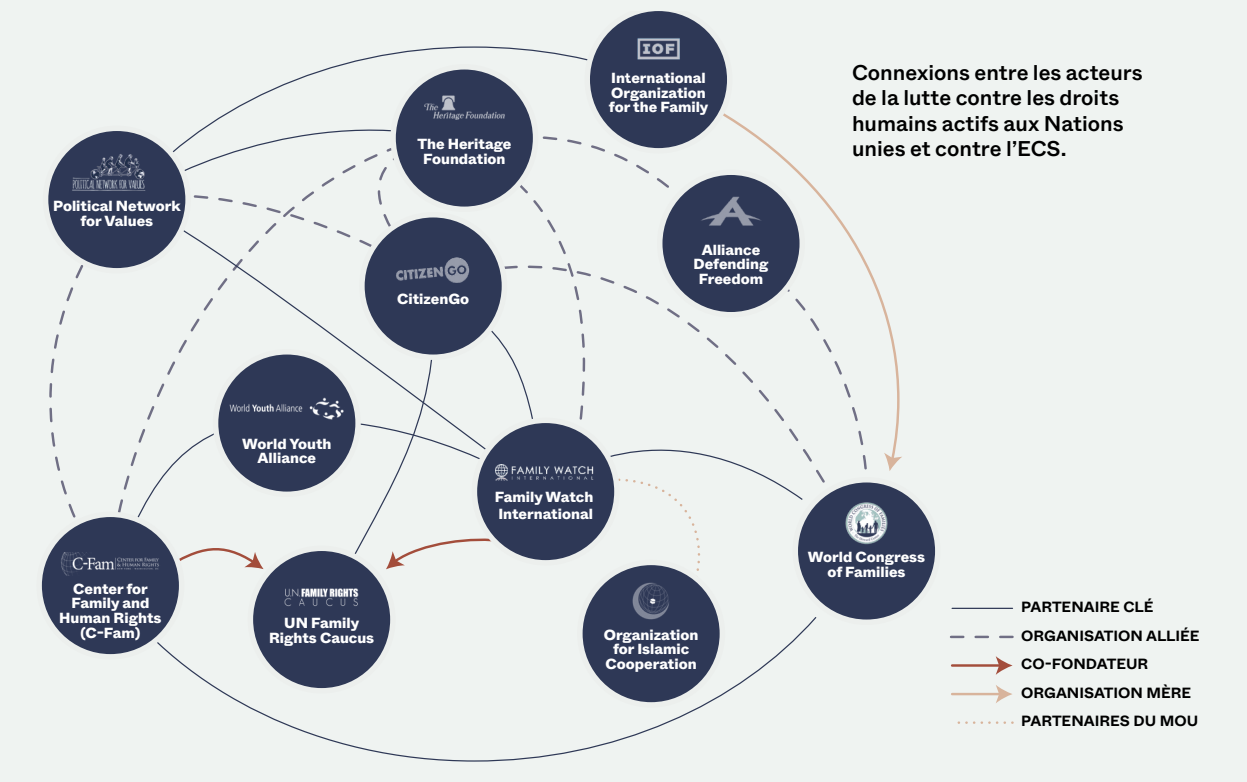
Ces États membres sont soutenus par des ONG d'opposition qui ont réussi à plaider auprès de l'ONU pour faire cesser ou bloquer les activités de promotion de l'information et de l'éducation en matière de DSSR. Ils s'organisent souvent par le biais d'une initiative de C-Fam et de FWI appelée le Groupe des Amis de la Famille (*Group of the Friends of the Family*, GoFF), qui comprend un éventail d'États membres sans scrupules[iii]. Créé par C-Fam en février 2015,[67] le GoFF se décrit[68] comme « une coalition d'États membres des Nations unies qui réaffirment que la famille est l'unité de groupe naturelle et fondamentale de la société et qu'elle a droit à la protection de la société et de l'État. Le GoFF estime qu'un développement durable véritable et efficace ne peut être atteint sans la famille ».

Si FWI vient de signer un accord avec l'OCI, leur collaboration n'est pas nouvelle. Dès 2008, FWI a organisé des séances d'information privées[69] à l'intention des délégués de l'ONU, notamment de l'OCI et des membres de la Communauté des Caraïbes (*Caribbean Community*, CARICOM), une union politique et économique de 15 États membres des Caraïbes, et du Groupe africain (*African Group*), un autre groupe régional de l'ONU composé de 54 États. L'institutionnalisation de ces séances d'information a conduit à la préparation ultérieure des délégués de ces blocs à « protéger la famille » lors des futures négociations de l'ONU.

Ces organisations et ces pays utilisent l'ECS comme point d'entrée pour attaquer d'autres aspects de la DSSR et des droits humains, en particulier le langage qui traite de la discrimination et de la diversité. Les groupes anti-droits basés aux États-Unis ont obtenu l'accès aux États membres et ont mis en œuvre leurs stratégies, en partie en établissant un statut consultatif à l'ONU et en travaillant en coalition par le biais de caucus et de groupes pour influencer directement les décideurs politiques. Ils utilisent des vidéos et des images provocatrices contre l'avortement, organisent des manifestations et ciblent les États membres pour répandre la désinformation au sujet de l'ECS et bloquer entre autres les mesures relatives à la DSSR à l'ONU. Un rapport de 2019 sur l'ECS[70] publié par l'Institut de recherche et d'évaluation proabstinence[71] est en cours de diffusion auprès des États membres de l'ONU. Un examen du rapport dans le Journal of Adolescent Health[72] a révélé des failles et des erreurs fondamentales dans le cadre qui sous-tend l'analyse, un manque de respect des normes d'examen scientifique et d'autres irrégularités préoccupantes. Néanmoins, FWI, parmi d'autres groupes anti-droits, utilise l'étude pour semer délibérément le doute et la désinformation sur l'efficacité de l'ECS.

iii Depuis 2021, les États membres du GoFF sont : Arabie saoudite, Bangladesh, Biélorussie, Comores, Égypte, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Kirghizstan, Libye, Malaisie, Nicaragua, Nigeria, Oman, Pakistan, Qatar, Fédération de Russie, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Turkménistan, Yémen, Ouganda et Zimbabwe.

FWI joue souvent un rôle de premier plan[73] à l'ONU. Lors de la 54e Commission sur la population et le développement de 2021, FWI a réussi à mobiliser les pays[74] du Groupe africain pour lutter contre l'inclusion d'un langage progressiste dans le document final qui reflète les engagements mondiaux, notamment des mots et expressions comme « éducation complète à la sexualité », des références aux « droits sexuels » ou un langage « compris pour promouvoir les politiques LGBT ». Auparavant, lors de la CCF en 2018, FWI avait organisé une manifestation contre[75] l'éducation sexuelle devant le bureau de l'UNICEF à New York, s'opposant à ce que l'UNICEF signe l'ITGSE et se joigne à « une campagne mondiale visant à promouvoir [...] des idées controversées pour les enfants comme l'avortement, la masturbation et l'homosexualité ». En fait, il est bien connu que l'ITGSE couvre un large éventail de connaissances, de compétences et de valeurs conçues pour différents groupes d'âge, en utilisant une approche qui s'appuie sur les apprentissages antérieurs.



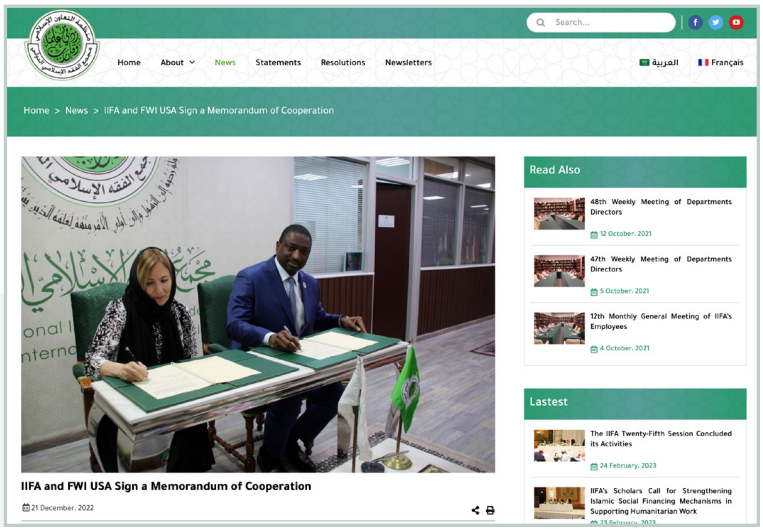
En septembre 2022 FWI a communiqué[76] sur le « troublant » Sommet sur la transformation de l'éducation qui promeut un « programme LGBTQI ». La *Heritage Foundation*, un groupe de réflexion ultraconservateur basé aux États-Unis qui a organisé son propre sommet anti-ECS en 2020 intitulé « Protéger les enfants dans l'éducation »,[77] a également critiqué le sommet de l'ONU de 2022 dans son forum d'information en ligne, *The Daily Signal*, en publiant un article de l'organisation juridique chrétienne *Alliance for Defending Freedom* (ADF). Dans cet article[78], l'ADF qualifie le Sommet sur la transformation de l'éducation de « signal d'alarme », notant avec inquiétude que dix pays africains se sont engagés dans « un plan quinquennal permettant à l'ONU de diffuser librement son programme sexuel radical dans les écoles locales », et s'inquiète de l'initiative Education Plus, mentionnée plus

haut, que FWI met en avant dans ses présentations sur l'ECS.[79] Toutes ces stratégies attirent l'attention sur les messages anti-ECS, diffusent une désinformation systématique et utilisent des images choc pour rallier le soutien contre l'ECS et d'autres mesures en faveur de la DSSR.

Dans l'accord 2023 de FWI avec l'*International Islamic Fiqh Academy*, filiale de l'OCI, le document condamne les agences de l'ONU, « les organes de traités de l'ONU, les organisations régionales et toutes les autres entités » qui « promeuvent des normes d'OSIG qui sont contraires aux droits de l'homme universels, offensantes pour les valeurs religieuses et potentiellement nuisibles pour la santé physique et psychologique de l'enfant ». Et ce, malgré le fait que la stigmatisation, l'effacement et la criminalisation de la diversité OSIG dans de nombreux pays anciennement colonisés sont aussi un héritage du colonialisme[80].

Il existe une tendance à l'ONU où des blocs régionaux disparates se regroupent pour s'opposer à des questions et à un langage qu'ils rejettent collectivement ; par exemple lors de la CCF, CARICOM travaille généralement avec le Groupe africain contre l'ECS. Étant donné que les régions votent en blocs unifiés dans les négociations de l'ONU, cela risque de faire basculer davantage la partisannerie anti-ECS au cours de la CCF et de la CPD, en particulier avec le soutien supplémentaire de la Russie, qui, de manière intéressante, a le statut d'observateur auprès de l'OCI[81]. Parmi les États membres de l'OCI, l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Nigeria se sont montrés très virulents à l'encontre de la DSSR et de l'OSIG, et ont ciblé le langage relatif à l'ECS dans d'autres forums, par exemple en 2022 à l'Assemblée mondiale de la Santé et au Conseil des droits de l'homme, comme mentionné précédemment. Ils ont également semé la discorde sur des résolutions généralement peu controversées, telles que les mutilations génitales féminines[82] et la participation des jeunes filles à la vie politique[83].

Avec un partenariat formel entre des organisations américaines comme FWI et l'OCI, il est à craindre que les États membres de l'ONU hostiles au genre et aux droits ne redoublent d'efforts au cours des négociations à l'ONU, ainsi que dans leur propre pays.[84] Il est bien connu que l'absence de soutien à l'ECS et à d'autres bonnes pratiques de santé publique entraîne une prise de risque et une vulnérabilité accrues pour les populations marginalisées, notamment les femmes, les jeunes et les personnes LGBTI.



Sharon Slater, présidente de FWI, et le professeur Koutoub Moustapha Sano, secrétaire général de l'Académie internationale du Fiqh islamique, ont signé un protocole de coopération le 20 décembre 2022 à l'académie de Jeddah, en Arabie saoudite (dernière consultation le 24 février 2023).[85]

Tactiques anti-ECS aux niveaux régional et national

Les groupes d'opposition internationaux soutiennent également activement les campagnes régionales et nationales contre l'ECS, l'égalité des genres et le droit à l'avortement. Ils proposent des initiatives visant à soutenir ce qu'on appelle les « droits parentaux »[86], par opposition aux responsabilités parentales, qui vont à l'encontre des droits fondamentaux des enfants à l'éducation et à l'information. Ces groupes antidroits testent souvent des initiatives anti-ECS dans une région ou un pays, puis les exportent dans d'autres, et sont encouragés et accompagnés par des organisations basées aux États-Unis ou en Europe.

Depuis son introduction en 2021, les organisations mondiales de lutte contre les droits n'ont cessé de faire campagne contre le projet de loi sur la santé sexuelle et reproductive de la Communauté d'Afrique de l'Est, qui vise à inclure l'information et les services de SSR dans la couverture de santé universelle dans les sept États partenaires de la Communauté d'Afrique de l'Est. L'organisation contre le projet de loi a pris de l'ampleur en 2022, notamment en Ouganda[87] par l'intermédiaire de son parlement[88]. Les groupes de la société civile qui se mobilisent au niveau national contre le projet de loi bénéficient de plus en plus d'un soutien international. Des parlementaires en Ouganda et dans d'autres pays ont des liens avec des groupes antidroits comme FWI et le Political Network for Values,[89] et ils font des percées. Récemment, des militants ougandais ont dû recourir aux tribunaux[90] pour garantir l'accès à l'ECS. Auparavant en 2013 en Afrique de l'Est et australe, la définition d'engagements ministériels[91] sur l'ECS était également un processus fortement influencé par l'opposition, FWI le qualifiant d'ensemble de tactiques « trompeuses »[92] mises en œuvre dans les 20 pays de la région.

Cette dynamique se retrouve également au niveau national. Le 8 mars 2022, Journée internationale de la femme, le Congrès guatémaltèque a approuvé une loi[93] incluant la « protection de la vie et de la famille », établissant des peines plus sévères pour l'avortement, l'interdiction du mariage homosexuel et des restrictions sur la diversité sexuelle et l'ECS. Au Nigeria, le 3 novembre 2022, le ministre fédéral de l'éducation a ordonné au Conseil nigérian pour la recherche et le développement de l'éducation de supprimer l'éducation à la sexualité[94] du programme scolaire de base. Le Brésil a mené des campagnes similaires[95] contre « l'endoctrinement » et « l'idéologie du genre » dans les écoles, les législateurs aux niveaux fédéral, étatique et municipal ayant présenté plus de 200 propositions législatives depuis 2014 pour interdire l'éducation au genre et à la sexualité et « l'endoctrinement » dans les écoles. Human Rights Watch a confirmé qu'au moins 21 lois interdisant directement ou indirectement l'éducation au genre et à la sexualité[96] étaient en vigueur en mai 2022.

Ces initiatives utilisent souvent la sécurité des enfants comme base pour entraver le progrès social, et utilisent la rhétorique et les récits élaborés par des organisations basées aux États-Unis pour défendre leurs positions. Lors de la Conférence d'action politique des conservateurs qui s'est tenue au Mexique en novembre 2022,[97] les orateurs qui ont plaidé en faveur d'une prétendue protection des enfants ont utilisé des récits qui diabolisaient l'éducation à la sexualité et

les personnes LGBTI[98]. Un mouvement qui a réussi à déployer ce cadre rhétorique est *Con Mis Hijos No Te Metas* (CMHNTM), une expression qui se traduit approximativement par « ne touchez pas à mes enfants ». Lancé au Pérou en décembre 2016, CMHNTM s'est opposé au programme national du Ministère de l'Éducation pour avoir inclus l'éducation sexuelle et l'égalité des genres. Au lieu de cela, ils voulaient préserver la famille nucléaire et lutter contre « l'idéologie du genre » et les droits des LGBTI. Début 2017, CMHNTM a contribué à l'organisation de la Marche des fiertés hétérosexuelles[99] en réponse au défilé des fiertés du Pérou et à d'autres mouvements de défense des droits des femmes et des LGBTI. Le CMHNTM s'inscrit dans une tendance plus vaste contre l'égalité des genres dans la région, qui s'étend à d'autres pays, notamment l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique et le Paraguay, et ce, bien que l'Argentine, le Chili et le Mexique disposent de cadres juridiques favorables à l'ECS[100].

Ces dernières années, l'ECS a également été confrontée à une désinformation croissante et à l'indignation des médias en Afrique de l'Ouest francophone. Une controverse a éclaté à la suite d'un atelier de l'UNESCO sur l'ECS organisé au Sénégal en décembre 2021 après que des syndicats d'enseignants et des organisations familiales islamiques et religieuses ont demandé l'intervention du président Macky Sall. M. Sall s'est exécuté, déclarant que « ni l'UNESCO ni les Nations unies ne peuvent nous obliger à changer les programmes de nos écoles ». En septembre 2022, moins d'un an plus tard, un atelier similaire a suscité un tollé comparable au Mali dans les médias, qui l'ont qualifié de tentative des Occidentaux[101] d'« introduire le virus de l'homosexualité dans l'esprit des élèves à travers la promotion du genre ». Ces efforts ne reflètent pas un véritable engagement dans la mise en œuvre des programmes de l'ECS et les rôles nécessaires que jouent les familles, les enseignants et les communautés dans les besoins des jeunes en matière de santé et d'éducation. Au contraire, elles s'inscrivent dans la tendance des attaques visant à saper la légitimité de l'ONU et de ses institutions.

QU'EST-CE QUE « L'IDÉOLOGIE DU GENRE » ?

L'idéologie du genre a été créée par des militants religieux d'extrême droite et est utilisée comme une expression passe-partout pour promouvoir un discours antidroit à l'encontre des femmes et des personnes LGBTI. Ce terme est un cri de ralliement pour les militants conservateurs qui font pression contre l'ECS, les droits des femmes et l'autonomie corporelle, en affirmant que les personnes et les groupes LGBTI cherchent à détruire le mariage traditionnel, les structures familiales et les valeurs patriarcales chrétiennes.

Recrutement, formation et renforcement des capacités en matière de lutte contre les droits humains au niveau international

Le recrutement et la formation de dirigeants locaux par des groupes d'opposition internationaux, dans une optique de durabilité et de renforcement des capacités des jeunes dirigeants en particulier, constituent une stratégie clé de lutte contre l'ECS et l'ONU. L'Alliance mondiale de la jeunesse[102] forme notamment des jeunes lors de son forum annuel de solidarité internationale. Cet événement est organisé aux Nations unies et rassemble des jeunes du monde entier pour participer à des débats sur la politique internationale. L'Alliance mondiale de la jeunesse organise également des sommets régionaux de la jeunesse et des formations[103] en Amérique du Nord, en Europe, en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Ces formations se déroulent sous le couvert de la défense des droits humains et de la « dignité pour tous », ce qui signifie contre l'avortement, tout en préparant les jeunes à promouvoir des valeurs conservatrices, à influencer les décideurs politiques mondiaux lors de réunions internationales de haut niveau et à diffuser des messages anti-ECS et antiavortement dans leur pays respectif.

CitizenGO, Political Network for Values, FWI et d'autres organisations recrutent des dirigeants nationaux et dialoguent de la même manière avec eux pour promouvoir des programmes antidroits, anti-ECS et antidroits humains, en proposant des formations et en formant des partenariats internationaux. Political Network for Values, par exemple, a contribué à obtenir le soutien de parlementaires, tant du Nord que du Sud, afin d'influencer non seulement leurs politiques nationales, mais aussi les espaces régionaux.

En amont de la CCF, FWI organise une formation annuelle, le Global Family Policy Forum,[104] en Arizona, où l'organisation est basée, en envoyant des parlementaires, du personnel diplomatique et des alliés partageant les mêmes idées, y compris le personnel de CitizenGO, afin de créer un réseau. C'est là que le 18 janvier 2023, l'ambassadeur Tariq Ali Bakheet, secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires, culturelles et sociales de l'OCI, a fait ses remarques contre l'ECS. Parmi les anciens participants[105] figurent Angela Gandra, ancienne secrétaire d'État aux affaires familiales du gouvernement brésilien, Emmanuel Mwamba, ambassadeur de Zambie en Éthiopie et représentant permanent auprès de l'Union africaine, Sarah Flood-Beaubrun, ministre des Affaires étrangères de Sainte-Lucie, et d'anciens responsables du gouvernement américain de l'administration Trump.

S'appuyant sur leur dynamique de mise en réseau avec des acteurs de haut niveau, les groupes d'opposition s'organisent en force avec leurs partenaires, y compris les jeunes et les dirigeants locaux, dans des espaces internationaux et onusiens cruciaux tels que la CCF, la CPD et l'Organisation des États américains, en plaidant contre les droits humains et les mesures relatives à la DSSR. L'Organisation internationale pour la famille, un groupe conservateur et anti-LGBTI, organise également le Congrès mondial des familles[106] et des

réunions régionales. Comme la *Conservative Political Action Conference* mentionnée ci-dessus, ce forum rassemble des membres de l'extrême droite et de la droite chrétienne pour promouvoir le concept patriarcal et colonial de la « famille naturelle » et les « dangers » de l'homosexualité fondés sur la peur et la haine, et pour former d'autres personnes à utiliser une rhétorique antidroits comparable afin de subvertir les institutions régionales et internationales de défense des droits humains.

Conclusion

Les enfants et les jeunes doivent avoir la possibilité de développer une confiance en soi et des compétences en matière de prise de décisions saines concernant les choix reproductifs, y compris des informations sur la manière d'accéder à la contraception et aux soins d'avortement - informations disponibles dans le cadre de programmes complets d'éducation à la sexualité. Cette éducation, associée à l'accès aux services de santé, permet de lutter contre la stigmatisation de la sexualité des adolescents et des jeunes au sein de la communauté, ce qui nous aide tous à assurer leur sécurité et à les aider à devenir des citoyens confiants et productifs. Elle garantit également que les enseignants et les autorités scolaires ont reçu la formation nécessaire pour améliorer les applications des apprentissages, en veillant à la bonne santé des apprenants. Cela renforce la capacité des parents à avoir des conversations vitales avec leurs enfants et à s'assurer que leurs enfants et leurs communautés reçoivent de la part d'experts des informations, une éducation et des services salutaires en matière de DSSR. Cela signifie également un soutien politique accru en faveur de la DSSR et de l'ECS, avec un financement plus important pour des services sûrs et des espaces décisionnels multilatéraux plus solides.

Pour contrer efficacement la désinformation sur l'ECS et les arguments fallacieux promus par ces groupes et certains États membres, les défenseurs des droits humains doivent considérer ce qui suit :

- Rappeler aux principales parties prenantes et aux décideurs que la famille, dans toute sa diversité et ses valeurs traditionnelles, ne s'oppose pas à l'ECS ni à la DSSR en général. Le respect mutuel, la dignité, l'autonomie corporelle et l'humanité partagée sont des valeurs essentielles inhérentes à la mise en œuvre des programmes d'ECS pour les enfants et les jeunes.
- Informer sur la base de données probantes les représentants des pays aux Nations unies et dans d'autres forums sur les objectifs de l'ECS, sur les recommandations élaborées au niveau international par les Nations unies et d'autres organisations, sur la manière dont la mise en œuvre fonctionne dans la pratique et sur les initiatives régionales et nationales qui la soutiennent.
- Rappeler aux représentants des pays, aux Ministères de la Santé et de l'Éducation et aux autres acteurs clés que FWI, C-Fam et

d'autres organisations sont des organisations étrangères néocolonialistes avec leurs propres intentions. Fondamentalement, les politiques et actions qu'elles proposent perpétuent les crises de santé publique, notamment les grossesses non intentionnelles et le VIH. Elles n'ont aucune compréhension pratique de l'éducation ou de la santé, et encore moins de l'ECS, ni de la manière dont la mise en œuvre des programmes se fait en partenariat avec les pays, les communautés, les enseignants, les parents et les jeunes.

- Souligner que ces groupes antidroits ne sont pas des mouvements locaux communautaires. Si certains existent au niveau infranational, de nombreuses organisations ou mouvements apparemment « locaux » sont en fait issus d'acteurs et de groupes d'autres pays.
- Établir un lien entre le travail de ces organisations antidroits et un mouvement patriarcal plus vaste, qui ne concerne pas seulement l'ECS, mais un recul plus large des droits humains, de l'égalité des genres et de la démocratie.

L'opposition à l'ECS et la protection de l'enfance se font de mauvaise foi. Refuser aux enfants et aux jeunes les informations et les compétences nécessaires pour se développer de manière sûre et saine ne devrait pas être une stratégie politique. Pour les opposants à l'ECS, ce n'est pas simplement une arme dans l'arsenal contre les droits humains et la démocratie ; cela va au-delà de l'éducation des enfants et de l'implication de leurs parents et de leurs communautés, car c'est ce que fait la mise en œuvre de l'ECS dans la pratique. Pour les groupes antidroits, il s'agit de renforcer un programme qui limite les droits des groupes vulnérables et privilégie la droite chrétienne, la suprématie blanche, les valeurs hétérocentriques et l'idée d'une famille binaire, ce qui est en décalage non seulement avec de nombreuses familles modernes, mais aussi avec celles qui, dans le monde entier, élèvent leurs enfants au sein d'une communauté. Le fait de connaître la stratégie, les tactiques et la présence des acteurs de la lutte contre les droits permet aux défenseurs, aux représentants des Nations unies et aux principaux décideurs de continuer à défendre fermement l'ECS, l'accès à des soins de DSSR complets, y compris l'avortement légal et sécurisé, et l'autonomie corporelle pour tous et toutes.

Il est essentiel de rappeler que les principes de la démocratie, de la pluralité et d'une approche intersectionnelle du développement fondée sur les droits sont nécessaires pour faire progresser l'égalité des genres ainsi que les droits et le bien-être de chacun. Favoriser des sociétés inclusives où les enfants et les jeunes sont en bonne santé et éduqués leur permet d'atteindre leur plein potentiel et de prendre des décisions en connaissance de cause, ce qui par la suite permet aux pays de se développer socialement et économiquement.

Notes de fin

Ces ressources ont été consultées pour la dernière fois en février 2023 :

1 Organization of Islamic Cooperation, https://www.oic-oci.org/

2 Organization of Islamic Cooperation (@OIC_OCI), Twitter, 22 janvier 2023, https://twitter.com/OIC_OCI/status/1617131164476575746

3 Organization of Islamic Cooperation (@OIC_OCI), Twitter, 22 janvier 2023, https://twitter.com/OIC_OCI/status/1617131182881411072?s=20&t=sYqTpcbMIwC_CLh0cTy_Iw

4 UNESCO, *Comprehensive Sexuality Education Implementation Toolkit*, 2023, https://csetoolkit.unesco.org/

5 Council of Europe, « Comprehensive sexuality education protects children and helps build a safer, inclusive society », 21 juillet 2020, https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/comprehensive-sexuality-education-protects-children-and-helps-build-a-safer-inclusive-society

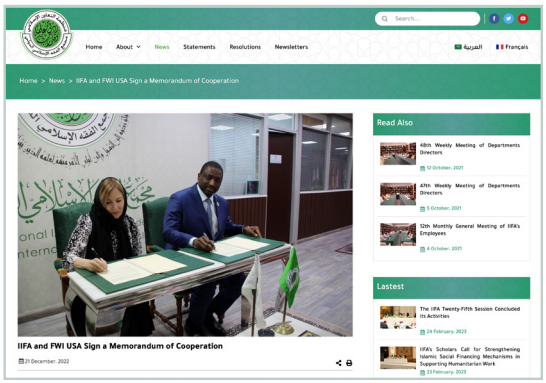
6 Eva S. Goldfarb and Lisa D. Lieberman, « Three Decades of Research: The Case for Comprehensive Sex Education », *Journal of Adolescent Health*, 12 octobre 2020, https://www.jahonline.org/article/S1054-139X(20)30456-0/fulltext

7 Jeanne Sager, « The Power of Inclusive Sex Education », *The Atlantic*, https://www.theatlantic.com/education/archive/2017/07/the-power-of-inclusive-sex-ed/533772/

8 UN, « Transforming Education Summit: An opportunity for action » https://www.un.org/en/transforming-education-summit/calls-to-action

9 Organization of Islamic Cooperation, https://www.oic-oci.org/

10 International Islamic Fiqh Academy, « IIFA and FWI USA Sign a Memorandum of Cooperation » 21 décembre 2022, https://iifa-aifi.org/en/41069.html



11 Organization of Islamic Cooperation, « Outcome Document of Thematic Debate on Right to Family Life: Islamic and Human Rights Perspectives to Counter Challenges to the Institution of Marriage » 20th Regular Session of OIC – IPHRC, http://oic-iphrc.org/docs/Draft%20Outcome%20Document_20th%20Regular%20Session_EV%20(1).pdf

12 Karen Attiah, « Why won't the U.S. ratify the U.N.'s child rights treaty? » *The Washington Post* (U.S.), 11 novembre 2014, https://www.washingtonpost.com/blogs/post-partisan/wp/2014/11/21/why-wont-the-u-s-ratify-the-u-n-s-child-rights-treaty/

13 World Health Organization, « Adolescent pregnancy », 15 septembre 2022, https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-pregnancy#:~:text=Every%20year%2C%20an%20estimated%2021,per%201000%20women%20in%202021.

14 World Health Organization, « Adolescent and young adult health », 10 août 2022, https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescents-health-risks-and-solutions

15 UNESCO, *The journey towards comprehensive sexuality education: Global status report*, 2021 https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/The%20journey%20towards%20comprehensive%20sexuality%20education%2C%20Global%20status%20report.pdf

16 UNESCO, *International technical guidance on sexuality education: An evidence-informed approach. Revised edition*, 2018, https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/ITGSE_en.pdf

17 Columbia Mailman School of Public Health, « Abstinence-Only Education Is a Failure » 22 août 2017, https://www.publichealth.columbia.edu/public-health-now/news/abstinence-only-education-failure

18 American Civil Liberties Union, « Study Finds that comprehensive Sex Education Reduces Teen Pregnancy », 28 mars 2008, https://www.aclu.org/news/reproductive-freedom/study-finds-comprehensive-sex-education-reduces-teen-pregnancy

19 Eva S. Goldfarb and Lisa D. Lieberman, « Three Decades of Research: The Case for Comprehensive Sex Education », *Journal of Adolescent Healt*h, 12 octobre 2020, https://www.jahonline.org/article/S1054-139X(20)30456-0/fulltext

20 UNESCO, *Emerging Evidence, Lessons and Practice in Comprehensive Sexuality Education: A Global Review*, 2015, https://www.un.org/youthenvoy/2016/03/comprehensive-sexuality-education/

21 European Parliament, « Comprehensive sexuality education: why is it important? » février 2022, https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2022/719998/IPOL_STU(2022)719998_EN.pdf

22 U.S. Centers for Disease Control and Prevention, « Sexual Health Education », 3 février 2020, https://www.cdc.gov/healthyyouth/whatworks/what-works-sexual-health-education.htm

23 The Lancet, « Our future: a Lancet commission on adolescent health and wellbeing »,11 mai 2016, https://www.thelancet.com/commissions/adolescent-health-and-wellbeing

24 C-Fam, « Evidence of Systemic and Unlawful Promotion of CSE », 4 octobre 2021, https://c-fam.org/wp-content/uploads/Factsheet-EVIDENCE-OF-SYSTEMIC-AND-UNLAWFUL-PROMOTION-OF-CSE-10.4.21.pdf

25 UNESCO, *International technical guidance on sexuality education: An evidence-informed approach. Revised edition*, 2018, https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/ITGSE_en.pdf

26 UNFPA, « Comprehensive sexuality education » https://www.unfpa.org/comprehensive-sexuality-education

27 UNESCO, *Comprehensive Sexuality Education Implementation Toolkit*, 2023, https://csetoolkit.unesco.org/

28 UNAIDS, « The 'Education Plus' Initiative (2021-2025)—Empowerment of adolescent Girls and Young Women in Sub-Saharan Africa », https://www.unaids.org/en/topics/education-plus

29 UNESCO, « Profiles Enhancing Education Reviews (PEER) », https://education-profiles.org/

30 Cynthia Khamala Wangamati, « Comprehensive sexuality education in sub-Saharan Afirca: adaptation and implementation challenges in universal access for children and adolescents », *Sexual and Reproductive Health Matters*, 9 décembre 2020, https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7887764/

31 UNESCO, *The journey towards comprehensive sexuality education: Global status report*, 2021 https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/The%20journey%20towards%20comprehensive%20sexuality%20education%2C%20Global%20status%20report.pdf

32 UNICEF, « Leaders from Eastern and Southern Africa recommit to the education, health and wellbeing of adolescents and young people » 7 décembre 2021, https://www.unicef.org/esa/press-releases/leaders-esa-recommit-well-being-adolescents-young-people

33 Global Philanthropy Project, *Manufacturing Moral Panic: Weaponizing Children to Undermine Gender Justice and Human Rights*, mars 2021, https://globalphilanthropyproject.org/wp-content/uploads/2021/04/Manufacturing-Moral-Panic-Report.pdf

34 FWI, « 15 Harmful Elements of CSE », https://www.comprehensivesexualityeducation.org/15-harmful-elements-of-cse/

35 C-Fam, « Why Comprehensive Sexuality Education is Not the Answer », 30 janvier 2023, https://c-fam.org/definitions/why-comprehensive-sexuality-education-is-not-the-answer/

36 C-Fam, « Seven Reasons to Reject "Comprehensive Sexuality Education" », 28 août 2018, https://c-fam.org/briefing_paper/seven-reasons-reject-comprehensive-sexuality-education/

37 FWI, « 15 Harmful Elements of CSE », https://www.comprehensivesexualityeducation.org/15-harmful-elements-of-cse/

38 American Civil Liberties Union, « Campaigns to undermine sexuality education in the public schools » https://www.aclu.org/other/campaigns-undermine-sexuality-education-public-schools

39 Elyssa Koren, « Western Nations Try to Impose Radical 'Sexuality Education' at the UN », *Daily Signal*, 4 april 2018, https://www.dailysignal.com/2018/04/04/western-nations-tried-impose-radical-sexuality-education-un/

40 FWI At The African Bar Association Conference 2022, sur *Vimeo*, https://vimeo.com/738021132/0e3816b69a?inf_contact_key=1d26ee20d36271debb619f20bd2492567e470d92b8b75168d98a0b8cac0e9c09

41 Pro-Lies.org, « Family Watch International », https://pro-lies.org/family-watch-international/

42 Southern Poverty Law Center, « Anti-LGBTQ », https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/ideology/anti-lgbtq

43 Pro-Lies.org, « About » https://pro-lies.org/about-pro-lies/

44 Global Project Against Hate and Extremism, « Resources », https://globalextremism.org/resources/

45 Southern Poverty Law Center, « Alliance Defending Freedom », https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/group/alliance-defending-freedom

46 Global Project Against Hate and Extremism, *From America with Hate: The Alliance Defending Freedom's Role in Advancing Anti-LGBTQ+ and Anti-Woman Agendas in Eastern Europe*, https://globalextremism.org/reports/from-america-with-hate/

47 Pro-Lies.org, « C-Fam » https://pro-lies.org/c-fam/

48 C-Fam, « Why Comprehensive Sexuality Education is Not the Answer », 30 janvier 2023, https://c-fam.org/definitions/why-comprehensive-sexuality-education-is-not-the-answer/

49 C-Fam, « Happy 20th Birthday C-Fam », 16 août 2017, https://c-fam.org/friday_fax/happy-20th-birthday-c-fam/

50 Association for Women's Rights in Development (AWID), *Rights at Risk: Observatory on the Universality of Rights Trends Report 2017*, 2015, https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/rights-at-risk-ours-2017.pdf

51 Equity Forward, « CitizenGo », https://equityfwd.org/citizengo

52 Mozilla, « Investigation: European Group Likely Manipulated Twitter Conversations in Kenya About Reproductive Rights, Health », 22 février 2022, https://foundation.mozilla.org/en/blog/investigation-european-group-likely-manipulated-twitter-conversations-in-kenya-about-reproductive-rights-health/

53 Pro-Lies.org, « Family Watch International », https://pro-lies.org/family-watch-international/

54 FWI, « The Status of Sexuality Education Under International Law », 30 novembre 2021, https://familywatch.org/wp-content/uploads/sites/5/2022/01/Status-of-Sexuality-Education-Under-International-Law.pdf

55 FWI, « Family Policy Brief: Traditional Marriage is Essential for a Healthy Society », http://familywatch.org/fwi/documents/FWIpolicybrieftraditionalmarriagefinal.pdf

56 UN Family Rights Caucus, https://unfamilyrightscaucus.org/

57 Catholics for Free Choice, « Conservative Catholic Influence in Europe: An Investigative Series », mars 2005, https://www.catholicsforchoice.org/wp-content/uploads/2014/01/2005worldyouthalliancefactsheet.pdf

58 UNFPA, « Programme of Action: Adopted at the International Conference on Population and Development, Cairo, 5-13 September 1994 », 2004, https://www.unfpa.org/sites/default/files/event-pdf/PoA_en.pdf

59 United Nations, « Beijing Declaration and Platform for Action », 16e séance plénière, 15 septembre 1995, https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20E.pdf

60 Haley McEwen, « Nuclear power: The family in decolonial perspective and 'pro-family' politics in Africa », *Development Southern Africa*, 25 mai 2017, https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/0376835X.2017.1318700

61 Jenny Lei Ravelo and Amruta Byatnal, « Devex CheckUp: How lack of consensus at WHA affects global health goals », *Devex*, 2 juin 2022, https://www.devex.com/news/devex-checkup-how-lack-of-consensus-at-wha-affects-global-health-goals-103373

62 John Heilprin and Elaine ruth Fletcher, « WHA Approves New Strategy After Sexual Health Debate » *Health Policy Watch*, 28 mai 2022, https://healthpolicy-watch.news/wha-approves-new-strategy-after-sexual-health-debate/

63 Emmanuel Adebayo et al., « Commitment, Concessions and Compromise. Experiences of building support for and addressing resistance to sexuality education from Nigeria », *Open Health*, 12 décembre 2022, https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/openhe-2022-0027/html

64 Teresa Welsh, « Exclusive: Conservative nations block UN gender and food guidelines », *Devex*, 7 octobre 2022, https://www.devex.com/news/exclusive-conservative-nations-block-un-gender-and-food-guidelines-104151

65 United Nations, « Transforming Education Summit, United Nations, New York, 16, 17, and 19 September 2022 », https://www.un.org/en/transforming-education-summit

66 Sexual Rights Initiative, « Here's what happened at HRC 50! », 14 juillet 2022, https://www.sexualrightsinitiative.org/news/2022-jul/heres-what-happened-hrc-50

67 Julian Borger and Liz Ford, « Revealed: the fringe rightwing group changing the UN agenda on abortion rights », *The Guardian* (Royaume-Uni.), 16 mai 2019, https://www.theguardian.com/global-development/2019/may/16/cfam-rightwing-white-house-anti-abortion-un

68 Uniting Nations for a Family Friendly World, « Organisers », 2019, https://unitingnationsforthefamily.org/background-2/organisers/

69 Equality Matters, « Right-Wing Groups Fuels Homophobia at The UN » 24 mai 2011, https://globalequality.wordpress.com/2011/05/24/right-wing-group-fuels-homophobia-at-the-un/

70 The Institute for Research and Evaluation, Re-Examining the Evidence for Comprehensive Sex Education in Schools, 2019, https://www.comprehensivesexualityeducation.org/wp-content/uploads/Sex-EducationGlobalReport030719.pdf

71 The Institute for Research and Evaluation, « About », https://institute-research.com/about/ « examination of the report in the *Journal of Adolescent Health* »

72 Kelly VanTreeck, Shatha Elnakib and Venkatraman Chandra-Mouli, « Flaws and Errors Identified in the Institute for Research Evaluation Report That Challenges Non-United States, School-Based Comprehsnive Sexuality Evidence Base », *Journal of Adolescent Health*, mars 2023, https://www.jahonline.org/article/S1054-139X(22)01024-2/fulltext

73 FWI, "Family Watch Activities and Significant Accomplishments at the United Nations," https://familywatch.org/about-us/accomplishments/#.Y_4rDHZKg2x

74 FWI, « Report: The UN Commission on Population and Development (CPD54) » https://familywatch.org/report-the-un-commission-on-population-and-development-cpd54/#.Y9rJk3bMKUk

75 C-Fam, « Christians Protest UNICEF for 'Sexualizing' Children », 30 mars 2018, https://c-fam.org/friday_fax/christians-protest-unicef-sexualizing-children/

76 FWI, « The Trojan Horse of 'Gender' at the United Nations », 16 septembre 2022, https://familywatch.org/19910-2/#.YyiRxnbMI2w

77 The Heritage Foundation, « Virtual Event: Protecting Children in Education Summit », 12 août 2022, https://www.heritage.org/education/event/virtual-event-protecting-children-education-summit

78 Bettina Roska, « African Nations Should Spurn UN's Radical Sex-Ed Seduction », *The Daily Signal*, 6 septembre 2022, https://www.dailysignal.com/2022/09/06/african-nations-should-spurn-uns-radical-sex-ed-seduction/

79 FWI, « The UN's Assault on the Role of Parents: Reclaiming Parental Rights », https://www.comprehensivesexualityeducation.org/the-uns-assault-on-the-role-of-parents-reclaiming-parental-rights/

80 Hilary Pennington, « What the evolution of gender can teach us about equality » Ford Foundation, 14 juin 2022, https://www.fordfoundation.org/news-and-stories/stories/posts/what-the-evolution-of-gender-can-teach-us-about-equality/

81 Organization of Islamic Cooperation, « Observers », https://www.oic-oci.org/page/?p_id=179&p_ref=60&lan=en

82 Equality Now, « HRC 50 Resolution On The Elimination of FGM A Timely And Critical Focus on Cross-Border Practices », 14 juillet 2022, https://www.equalitynow.org/news_and_insights/hrc-50-resolution-on-the-elimination-of-fgm-a-timely-and-critical-focus-on-cross-border-practices/

83 Sexual Rights Initiative, « Here's what happened at HRC 50! », 14 juillet 2022, https://www.sexualrightsinitiative.org/news/2022-jul/heres-what-happened-hrc-50

84 United Nations Geneva, « Organization of Islamic Cooperation », https://geneva.oic-oci.org/

85 International Islamic Fiqh Academy, « IIFA and FWI USA Sign a Memorandum of Cooperation » 21 décembre 2022, https://iifa-aifi.org/en/41069.html

86 FWI, « The UN's Assault on the Role of Parents: Reclaiming Parental Rights », https://www.comprehensivesexualityeducation.org/the-uns-assault-on-the-role-of-parents-reclaiming-parental-rights/

87 « East African Legislative Assembly (EALA) contesters urged to challenge Reproductive Health Bill », *The Guardian* (Nigeria), 4 août 2022, https://guardian.ng/apo-press-releases/east-african-legislative-assembly-eala-contesters-urged-to-challenge-reproductive-health-bill/

88 « Legislators reject EAC sexuality bill », *The Monitor* (Ouganda), 5 août 2022, https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/legislators-reject-eac-sexuality-bill-3903858

89 Political Network for Values, « Trans-Atlantic Dialogues: The hidden challenges of the new African, Caribbean and Pacific- EU », 3 juillet 2022, https://www.youtube.com/watch?v=QJ6l9o26D_Y

90 Center for Health, Human Rights and Development, « Judiciary Endorses the Need for a Sexuality Education Policy in Uganda », 17 novembre 2021, https://www.cehurd.org/judiciary-endorses-the-need-for-a-sexuality-education-policy-in-uganda/

91 UNESCO, « Ministerial Commitment on comprehensive sexuality education and sexual and reproductive health services for adolescents and young people in Eastern and Southern Africa (ESA) », 2013, https://healtheducationresources.unesco.org/library/documents/ministerial-commitment-comprehensive-sexuality-education-and-sexual-and

92 FWI, « Devious ESA Commitment », https://deviousesacommitment.org/policy-briefs/

93 Congress of the Republic of Guatemala, *Initiative that provides for the approval of the Law for the Protection of Life and Family*, https://www.congreso.gob.gt/detalle_pdf/iniciativas/66#gsc.tab=0

94 Eno-Abasi Sunday, « Removal of sex education from curriculum: Is Nigeria scoring another own goal? » *The Guardian* (Nigeria), 13 novembre 2022, https://guardian.ng/features/removal-of-sex-education-from-curriculum-is-nigeria-scoring-another-own-goal/

95 Human Rights Watch, « *I Became scared, This Was Their Goal »: Efforts to Ban Gender and Sexuality Education in Brazil*, 2022 https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2022/05/brazil_lgbt0522_web.pdf

96 Nadine Farid Johnson, « The US is inspiring education censorship elsewhere », *Al Jazeera*, 4 janvier 2023, https://www.aljazeera.com/opinions/2023/1/4/the-us-is-exporting-education-censorship-2

97 Ipas, *Slide to Christian Nationalism: CPAC's Global Expansion into Mexico*, octobre 2022, https://www.ipas.org/resource/slide-to-christian-nationalism-cpacs-global-expansion-into-mexico/

98 Conservative Political Action Conference Mexico (@CPACMexico), *Twitter*, 18 novembre 2022, https://twitter.com/CPACMexico/status/1593700160948899840?s=20&t=rKBUr_iO3wE9D2lUG9eElw

99 Maria Murriel, « Staunchly Catholic Peru sees a surge in gender activism and progressive policies », *The World*, 17 janvier 2017, https://www.pri.org/stories/2017-01-17/staunchly-catholic-peru-sees-surge-gender-activism-and-progressive-policies

100 Angélica Motta et al., « From Paper to Practice: Sexuality Education Policies and Their Implementation in Peru », Guttmacher Institute, mai 2017, https://www.guttmacher.org/sites/default/files/report_pdf/sexuality_education_policies_and_their_implementation_in_peru.pdf

101 Inter De Bamako, « Perversion de nos moeurs: L'éducation sexuelle complete est de retour avec le programme 03 de l'UNESCO », *Maliweb.net*, 12 septembre 2022, https://www.maliweb.net/education/perversion-de-nos-moeurs-leducation-sexuelle-complete-est-de-retour-avec-le-programme-03-de-lunesco-2991136.html

102 World Youth Alliance, https://wya.net/

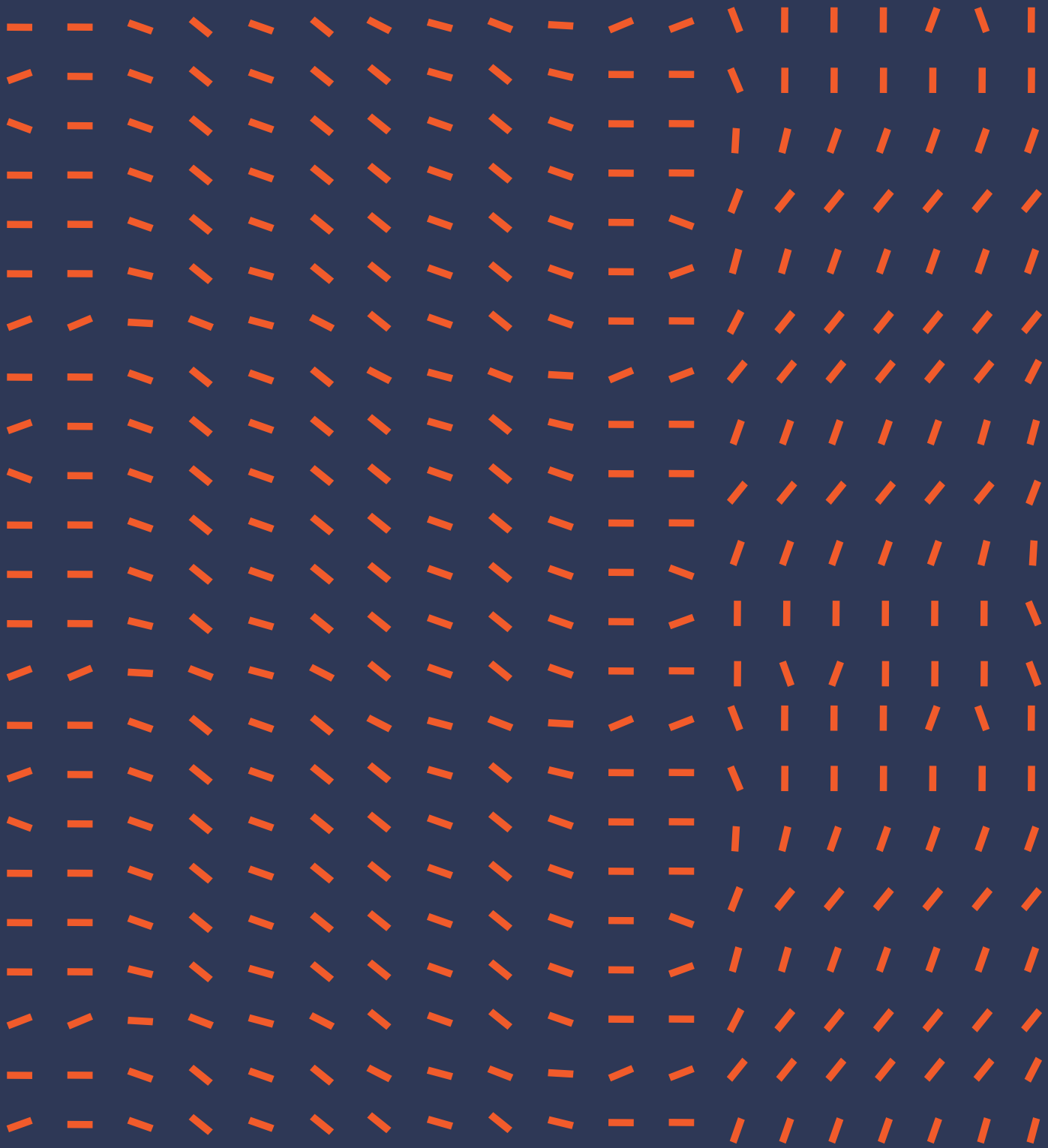
103 World Youth Alliance, « Human Dignity Curriculum: An experience in Mexico », https://wya.net/human-dignity-curriculum-an-experience-in-mexico/

104 Kerry Cullinan, Zarina Geloo, and Tuyeimo Haidula, « US Christian right group hosts anti-LGBTI training for African politicians », *openDemocracy*, 27 octobre 2020, https://www.opendemocracy.net/en/5050/us-christian-right-group-hosts-anti-lgbt-training-african-politicians/

105 FWI, « 10th Annual 2020 Global Family Policy Forum, Draft Program Outline », https://gandramartins.adv.br/wp-content/uploads/2020/01/global-family-policy-program-2020-1.pdf

106 Southern Poverty Law Center, « World Congress of Families » https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/group/world-congress-families

Ipas Partenaires pour la justice reproductive



© Ipas 2023
P.O. Box 9990, Chapel Hill, NC 27515 USA 1.919.967.7052 ContactUs@ipas.org www.ipas.org

OPPCSE–F23